



Alexis Aron, ingénieur sidérurgiste.

Françoise Berger

► **To cite this version:**

Françoise Berger. Alexis Aron, ingénieur sidérurgiste.. Archives juives, Presses universitaires de France/les Belles lettres, 2011, 44 (1), pp.136-139. halshs-00601506

HAL Id: halshs-00601506

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00601506>

Submitted on 8 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alexis Aron, ingénieur sidérurgiste
(Nîmes, 24 janvier 1879 – Neuilly-sur-Seine, 29 juillet 1973)

Alexis Aron est le troisième et dernier enfant du rabbin Michel Alexis Aron (1844-1913) et d'Eugénie Rothschild. Son père, fils du banquier phalsbourgeois Alexandre Aron, est le seul de sa fratrie à avoir choisi le rabbinat (ses trois frères sont médecins), mais plusieurs membres de sa famille appartenaient au corps rabbinique. Rabbin de Toul, Michel Aron opta en 1872 pour la nationalité française. Élu au rabbinat de Nîmes (1875), c'est dans cette ville que naquirent ses trois enfants. Puis la famille s'installa en 1883 à Lunéville, ville dont il fut rabbin jusqu'à sa retraite en 1912, année où il alla vivre près de ses enfants à Paris. Michel Aron était un homme d'un libéralisme tempéré, ouvert à la littérature (il tenait une chronique littéraire), membre actif du comité local de l'Alliance israélite universelle. On retrouve ces convictions humanistes chez son fils.

Alexis Aron est donc né dans une famille profondément marquée par le culte israélite, cependant libérale et ouverte. Élève brillant, il suit une voie royale : classes préparatoires au Lycée Saint Louis, École polytechnique en 1897 (il en sort quatrième en 1899) et École des Mines de Paris (dont il sort major en 1900). Cette formation le destine d'abord à des postes de direction dans la haute administration publique. Comme ingénieur des Mines, il est d'abord affecté au Service minéralogique de Chalon-sur-Saône (1903-1909). Puis il entre dans le secteur privé en devenant directeur de la société *L'Énergie électrique du littoral méditerranéen* (société française de production et de distribution d'électricité) de 1910 à 1914. Il s'est marié le 18 janvier 1910 (Paris, 8^e) avec Marguerite Juliette Fanny Forest. Le couple aura trois enfants dont Jean, X-mines 1929.

Mobilisé en 1914 comme capitaine dans l'artillerie, il participe aux premières actions sur le front, avant d'être affecté à l'École centrale de pyrotechnie de Bourges (1914-1918) où il est promu chef d'escadron en 1918. Il reçoit la croix de chevalier de la Légion d'honneur en juillet 1917 « pour services exceptionnels rendus à la Défense Nationale » (il sera élevé à la dignité d'officier, en 1934, puis de commandeur en 1948). En 1918, il est détaché à l'état-major du maréchal Foch et préside la Commission interalliée de répartition des combustibles dans les territoires rhénans.

Il poursuit ensuite un moment sa carrière dans le service public. De 1919 à 1922, il dirige l'Office des houillères sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais. À cette occasion, il est en relation avec le plus gros sidérurgiste luxembourgeois, Emil Mayrisch, président de l'ARBED, avec

lequel il échange quelques renseignements sur les charbonnages allemands, dans le but de convaincre le gouvernement britannique du bien-fondé de la politique française envers l'Allemagne, très ferme en matière de réparations.

Rapidement cependant une carrière dans la sidérurgie s'offre à cet X-mines : il prend en 1922 la direction de la puissante Société des Forges et aciéries du Nord et de l'Est, où il reste jusqu'en 1940 (Administrateur-directeur-général à partir de 1925). Il est aussi administrateur délégué de la Société des Mines de fer de Segré (Maine-et-Loire). Son prestige s'accroissant avec les années, il fait partie des plus hautes instances syndicales patronales : Président de la Chambre syndicale des Producteurs de Scories Thomas, de 1925 à 1939, et du Comptoir des laminés marchands de 1931 à 1935 ; vice-président de la Chambre syndicale des Mines de Fer de France, enfin, membre de la Commission du Comité des Forges, 1937-1940. Comme beaucoup d'industriels à cette époque en Europe (et comme son ancien ministre Louis Loucheur qui l'avait nommé à la direction de l'Office des Houillères), il est partisan des ententes entre producteurs, c'est-à-dire d'un libéralisme « contractuel » et il y contribue par sa participation à divers comptoirs et ententes : il préside l'Entente des Producteurs de bandages et d'essieux, le Comptoir des laminés marchands, qu'il a créé en 1931, et le Comptoir des feuillards et bandes à tubes. Il prend part aux négociations nationales préparatoires à l'Entente internationale de l'Acier (1926). Pour autant, il n'abandonne pas l'aspect technique de sa profession : il est l'auteur d'un nouveau procédé d'élaboration d'aciers spéciaux (application du procédé Perrin aux aciers Thomas), procédé qui permet de valoriser la minette lorraine.

Sa carrière est interrompue par la guerre et la législation antisémite de l'occupant et de Vichy. En décembre 1940, il est contraint de démissionner de la Société des Forges et aciéries du Nord et de l'Est où il est remplacé par Fernand Balthazar. Il reste d'abord à Paris, en relations étroites avec Jules Aubrun, qui préside le Comité d'organisation de la sidérurgie (CORSID), comité dont il suit d'abord les réunions. Mais il est arrêté en décembre 1941 (rafle dite « des polytechniciens »), interné à Compiègne puis libéré à la suite d'une intervention d'Aubrun. Il trouve alors refuge en zone libre, à Grenoble d'abord, puis en Savoie, jusqu'en 1944. Il reste néanmoins en contact avec les membres de la profession et réfléchit à l'avenir de la sidérurgie française après la guerre. Régulièrement, le CORSID lui envoie des contacts et des aides financières, et fait rapporter à Paris les différents manuscrits qu'il rédige. Parmi ceux-ci, une *Étude d'un plan d'organisation de la sidérurgie française*, rédigé en 1944, qui devient la base des discussions de l'après-guerre sur la modernisation de la sidérurgie française et débouche en partie sur le rapport de la Commission de modernisation de la sidérurgie du Plan Monnet. Il ne

sera toutefois pas totalement suivi dans le projet de vaste et radicale réorganisation du secteur qu'il préconise – certains l'ont regretté lors de la crise de la sidérurgie française à la fin des années 1970.

En effet, à la Libération, nommé d'abord commissaire provisoire du CORSID, il est chargé par le gouvernement provisoire de préparer un premier plan de sauvetage et de reconstruction pour la sidérurgie française, au titre de commissaire de l'Office professionnel de la sidérurgie (mars 1945-juin 1946). Fervent partisan du Plan Monnet, le premier plan français de modernisation et d'équipement créé à l'automne 1946, et des fusions d'entreprises qu'il propose, il représente l'État au sein de la Commission de la sidérurgie, aux côtés des industriels Eugène Roy (président de cette Commission), Maurice Borgeaud, René Damien, André Grandpierre, Henri Malcor et Jean Raty, et de hauts fonctionnaires tels que Roger Martin et Jean Latourte.

De retour au service de l'industrie privée, il achève sa carrière à la Chambre syndicale de la sidérurgie (CSSF) jusqu'en 1973, comme conseiller technique. À partir de 1949, il prépare un projet de cartellisation de la sidérurgie française, qui ne sera pas réalisé. Puis il participe à l'élaboration du Plan Schuman et du traité de la CECA, avec des positions qui sont d'ailleurs critiqués par ses collègues sidérurgistes. Il représente aussi la France au Comité de l'acier du Conseil de l'Europe. Entre 1954 et 1970, il est président de la Chambre syndicale des fabricants de tôle galvanisée, mais également membre actif de nombreuses organisations du secteur de l'acier ou de l'économie (Groupement de l'Industrie Sidérurgique, Office technique pour l'utilisation de l'acier, Institut de recherche de la sidérurgie, Association technique de la sidérurgie, commissions du Plan).

Beaucoup de responsables qui l'ont rencontré le décrivent comme un expert unanimement respecté et un « maître à agir ». Jacques Ferry le dépeint comme un homme énergique et actif, presque éternellement jeune, à l'esprit foisonnant et curieux, un homme de grand cœur, un citoyen conscient. Sensible aux questions sociales, il est membre de l'Association de dirigeants pour le progrès social et économique (ACADI), créée en 1946. De même, marqué par sa culture familiale juive, et bien que non pratiquant, il est motivé par la défense de la communauté juive comme en atteste sa cooptation au Comité central de l'Alliance israélite universelle, le 1^{er} juillet 1939. Il côtoie ainsi de longues années son président de 1943 à 1976, René Cassin. La persécution des élites juives par Vichy – qui l'a personnellement touché malgré son statut d'ancien combattant de la Grande Guerre - et la *Shoah* l'ont sans doute conforté dans ces sentiments.

SOURCES

Alliance israélite universelle, archives, base de données en ligne ; Archives nationales (AN) 65 AQ / K 92/ Annuaire du Comité des Forges 1939-1940 ; AN/ 62 AS 113 ; AN/ F 12/ 10 063 ; Charles Barthel, *Bras de fer. Les maîtres de forges luxembourgeois, entre les débuts difficiles de l'UEBL et le Locarno sidérurgique des cartels internationaux. 1918-1929*, Éd. Saint-Paul, Luxembourg, 2006, pp. 150 et sq ; Jean-Philippe Chaumont et Monique Lévy (dir.), *Dictionnaire des rabbins et autres ministres du culte israélite. Français-Algérie. Du grand Sanhédrin (1807) à la loi de séparation (1905)*, Berg international Éd., 2007.), pp. 103-105 ; Odette Hardy-Hémery, *Trith-Saint-Léger du premier âge industriel à nos jours*, 2002, p. 176 ; pp. 182-183 ; Étienne Hirsch, *Ainsi va la vie*, éditions de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne 1988, pp. 114 et sq. ; *La Rouge et le jaune* (école des Mines), éloge d'Alexis Aron par Jaques Ferry (21 septembre 1973) ; J. Leclerc, « Hommage à René Damien, visionnaire, mondialiste et décideur », *Revue de Métallurgie*, n° 7-8, juillet-août 2002, pp. 599-613 ; *Mines, Revue des Ingénieurs*, novembre 1994, article sur Étienne Hirsch et témoignages de ce dernier ; Ministère des Affaires Étrangères (archives)/ DE-CE 1945-1960/ 264/ Commission économique pour l'Europe/ 1948-1954 ; *Annales des Mines*, 1951 ; Philippe Mioche, *La Sidérurgie et L'État en France des années 1940 aux années 1960*, Thèse de doctorat d'État, Université de Paris IV, 1992, p. 518 ; *id.*, « Une vision conciliante du futur de l'Europe : le plan d'Alexis Aron en 1943 », in Michel Dumoulin (dir.), *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre, 1940-1947*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1995, pp. 307-323 ; *id.*, *La Sidérurgie et L'État en France des années 1940 aux années 1960*, Thèse de doctorat d'État, Université de Paris IV, 1992, p. 447 ; *Revue de la métallurgie et des mines*, 10 août 1899, p.5662 et 7 oct. 1907, p.1053 ; Site de l'Acadi : <http://acadi.asso.free.fr/>.